

Non à l'initiative anti-armes

Ce 14 juillet 2010, le ministère de l'Intérieur français a refusé de divulguer le nombre de voitures incendiées, en France, dans la nuit du 13 au 14, pour "célébrer" la fête nationale.

La France a une législation du genre de celle que veut imposer l'initiative. Voulons nous une sécurité à la française ?

L'initiative est dangereuse pour la sécurité publique.

Initiative: le programme secret des anti-armes

GSsA, PS, Verts, Conseil suisse pour la paix, avec quelques associations de femmes (importées d'Allemagne pour les plus dangereuses), quelques psys et l'ami Killias forment le noyau dur du comité de l'initiative anti-armes pompeusement nommée "pour une protection face à la violence des armes".

Mais il faut savoir que cette initiative ne représente qu'un premier pas dans un programme beaucoup plus vaste. Ces gens ont phosphoré. Cette initiative – que nous pensons et certains d'entre eux pensent déjà vouée à l'échec – doit permettre d'évaluer les résistances. Le programme de ces élites de gauche voit beaucoup plus loin.

On envisage déjà 4 étapes principales:

1. Eliminer les armes d'ordonnance en mains civiles (fusil à l'arsenal, aucune possibilité de l'acquérir après le service... comme il est prévu dans l'initiative).
2. Eliminer les armes des particuliers. Des parlementaires vont bientôt proposer des peines d'amendes dissuasives (10-20'000 fr.) pour la possession d'armes non enregistrées.
3. Eliminer les armes des tireurs et des collectionneurs. Les tireurs devraient pouvoir conserver une ou deux armes, mais pas plus, et si possible en dépôt au stand de tir. Quant aux collectionneurs, ils n'ont pas besoin d'armes en état de tir. Il faut donc les obliger à les faire neutraliser. Et même alors, il faudra prévoir des mesures de contrainte, car une arme neutralisée peut encore servir à menacer. A relever qu'on ne fait aucune allusion aux chasseurs.
4. Réduire la quantité d'armes auprès des autorités de police et de sécurité. Un agent de police qui distribue des amendes de parcage n'a pas besoin d'arme. En outre, l'arme de service d'un policier peut être passée d'un homme à l'autre lors de la fin et du début d'un service (économie considérable)

Bien sûr, les mêmes milieux prônent la tolérance envers les comportements d'étrangers en situation irrégulière, sont pour la libéralisation des drogues (sauf l'alcool et la fumée qui sont trop bourgeois), demandent une prise en charge des enfants de plus en plus jeunes, pour remplacer l'influence familiale par celle des enseignants (recrutés dans leur camp). Ils ne comprennent pas la dureté des tribunaux envers des meurtriers immigrés, mais réclament des peines plus sévères, pour des

citoyens, jusqu'ici considérés comme honnêtes, qui veulent garder leurs armes.

Le discours rappelle curieusement celui des bolcheviks du début du 20e siècle. Ces fous furieux savaient ce qu'ils voulaient et ils ont fait perdre tout espoir à deux générations dans tout l'est de l'Europe. Les néo-bolcheviks actuels tiennent le même raisonnement. Notre seul espoir, c'est qu'ils ne seront sûrement pas aussi bons que Lénine, Staline et autres destructeurs de liberté.

Un mot de Gottlieb Duttweiler (le fondateur de Migros), pour terminer: *"L'arme est l'emblème de la souveraineté de l'homme libre. L'armement fait partie du bulletin de vote. Ce qui légitime la démocratie"*.

Si nous voulons rester une démocratie, face à ces destructeurs de libertés, nous devons garder nos armes et refuser tout compromis avec ceux qui ne pensent qu'à nous dominer.

F. L.

12 juillet 2010

<http://www.swissguns.ch/>